



CONTRE LEUR ORDRE FINANCIER, BÂTIR L'EUROPE DES PATRIES SOUVERAINES ET SOCIALES

Par Gauthier Bouchet

Le dixième anniversaire du « non » français lors du référendum sur la Constitution européenne a suscité chez nombre de patriotes français de légitimes réflexions. Quel est, en 2015, l'héritage du « non » ? 55 % des Français avaient voté contre cette nouvelle étape du supranationalisme européen, qui balayait en trois cents pages indigestes les histoires et identités nationales respectives de chaque État-membre.

En 2003, lorsqu'il fallut se pencher sur le contenu du futur traité, cette même histoire européenne et cette somme d'identités la composant furent balayées encore, lorsque vint le débat sur l'« héritage chrétien » de l'Europe. Terre de christianisme depuis vingt siècles, l'Europe méritait-elle ce débat ?

Non, pour la Pologne, pour qui la question de cet héritage allait naturellement de soi, et qui, de l'opposition au gouvernement, défendait à raison l'héritage chrétien de l'Europe. Les Polonais arguaient pour ce faire, à raison, des apports civilisationnels, culturels et patrimoniaux de la chrétienté, bien au-delà de la simple foi religieuse.

Non aussi — mais selon des raisons bien différentes — pour la France, qui par l'entremise de deux présidents plutôt qu'un seul, Valéry Giscard d'Estaing (en charge de la Convention sur l'Avenir de l'Europe) et Jacques Chirac, invoqua une laïcité sourcilieuse, mais surtout, interprétée avec une évidente mauvaise foi.

Et cependant, doit-on s'étonner que ces hommes qui, ces dernières décennies, facilitèrent un libéralisme moral et économique à tout crin, par le nivellement des normes sociales et la dérégulation de la finance, seraient un tant soit peu intéressés à l'idée de fournir à leur propre constitution, un ancrage dans le « réel » de l'Europe par la mention de son héritage ? Bien sûr, s'en étonner, c'est hélas, être naïf.

Beaucoup d'entre nous ont été naïfs, jusque, évidemment, au 29 mai 2005, première claque au visage des dominants, d'ailleurs suivie de la claque néerlandaise. Et pour autant, cette victoire des forces disparates du « non », du FN au MPF, en passant par le MRC — nationalistes, souverainistes de droite et de gauche, antilibéraux, alternationaux, trotskystes, communistes, décroissants, socialistes lucides... — ne s'est en rien muée en front commun contre le système de domination actuelle. Ce système, nous le savons, et surtout le vivons, troque chaque jour un peu plus la possibilité d'une Europe de patries sociales unies pour le germano-atlantisme d'une « Union de Bruxelles », diplomatiquement inaudible, fiscalement tracassière, politiquement impuissante et sabordeuse en chef de nos agricultures comme de nos industries nationales.

Avec quelques camarades de lutte et de militantisme, je partage depuis un certain temps cette idée que leur UE n'est pas une union européenne, dans le sens, celle des Nations d'Europe, mais avant tout une union bruxelloise, otanienne, euro-atlantiste. Selon cette conception des choses, associer Union européenne et construction européenne serait déjà en soit une usurpation du réel, tant ce qui s'établit actuellement aux dépens de la France et des vingt-sept autres États-membres de l'UE procède davantage d'une déconstruction européenne. Ce qui se joue devant nous est en effet avant tout la déconstruction de tout ce qui, culturellement et historiquement fonde les civilisations d'Europe, depuis même ses assises préchrétiennes.

Face à ce système, les contestations ne datent pas d'aujourd'hui. Elles ne datent pas même du traité de Maastricht ou du 29-Mai. Déjà au siècle dernier, bien avant la phase actuelle de construction européenne, un patriote tel que le colonel de la Rocque dénonçait l'édifice antinational à venir.

En 1931, dans le journal La Relève, de la Rocque voyait ainsi à raison dans l'aspiration d'une certaine technocratie à la coopération européenne : « une parodie de nation, une patrie en toc, une contre-patrie, une Europe « à l'américaine » de financiers et de politiciens. ». Surtout, le colonel, visionnaire, concluait sur l'inclination belliciste de « cette Europe » en gestation, qui n'était pas plus la sienne que l'UE n'est la nôtre : « Pacifistes, ces Européens-là ? Allons donc ! Guerres, guerres et guerres en perspective. Ne marchons pas. À bas l'Europe ? Non. À bas leur Europe ! ». Quatre-vingt ans nous séparent de ces mots. Mais nous devons garder une même lucidité. ■

LE PEUPLE DU 29 MAI

Éditorial de Grégory Gennaro

Le mouvement de rassemblement national et de résistance à l'oligarchie c'est le 29 mai. C'est ce peuple, héritier de Bouvines, de Valmy, du Comité de Salut public de 1793, des Communes de 1848 et de 1871, des tranchées de Verdun, du Front populaire, de la Résistance, du CNR..., qui s'est exprimé pour dire « Non » à Bruxelles, « Oui » à la démocratie, à la république et à la France.

Malgré le feu des médias qui avaient quasiment tous pris part à cette bataille électorale et bien sûr tous partisans du « Oui » à la Constitution européenne, le peuple lui, à résisté et a mis de côté ses querelles d'étiquettes de « droite » et de « gauche », il s'est positionné au-dessus des clivages et des partis dans l'intérêt de la souveraineté populaire et nationale, pour se fondre dans un même élan démocratique et républicain.

Pour cette oligarchie politique et médiatique, ligüée contre les intérêts du peuple et de la Nation, l'affaire était pliée, le « Oui » l'emporterait largement. La messe bruxelloise était dite. Il n'y avait pas besoin d'organiser de débats publics. La suffisance et le mépris de ces gens-là contre ceux qui n'entendaient pas en rester là et souhaitaient s'exprimer démocratiquement, se lançaient dans une aventure politique exaltante qui allait être le moteur de ce rassemblement populaire spontané.

Le printemps patriotique chauffait les esprits et les cœurs, le vent frais de la liberté soufflait dans nos villes et nos campagnes. La contre-offensive des citoyens français s'organisait et se mettait en place. C'était le temps des cerises, le printemps de la France. Désormais les corbeaux noirs du libre-échange, du mondialisme, du malthusianisme, de la finance internationale, étaient moqués, puis désavoués, ensuite conspués et enfin marginalisés, par la force et la volonté du peuple.

Au soir du 29 mai 2005, les citoyens Français remportaient cette grande bataille démocratique. La démocratie, la république et la Nation triomphaient sur la mondialisation libérale et de sa manifestation la plus avancée, la technostructure européiste bruxelloise. Sûre d'elle-même et de sa victoire annoncée, ce tonnerre du peuple a surpris toute l'oligarchie politique et médiatique à un tel niveau qu'elle appela sa propre défaite le « séisme du 29 mai ».

Les experts, les relais d'opinion, la quasi-totalité des politiciens et des journalistes étaient favorables au « Oui » alors que l'immense majorité des ouvriers, des employés, des petits patrons de PME et PMI, les agriculteurs, et les petites classes



moyennes votaient massivement « Non ».

Un récent sondage réalisé par l'IFOP confirme la dynamique patriotique et démocratique du peuple à l'égard de l'Union de Bruxelles : si le référendum de 2005 devait se dérouler aujourd'hui, non seulement le « Non » triompherait de nouveau, mais il passerait de 55% à 62%.

La démonstration est donc faite que lorsque le peuple souverain se saisit de la politique en masse, non seulement il se mobilise mais il décide en conscience de défendre ses intérêts et ceux de la patrie sociale française. Le rassemblement mène à la victoire du peuple. Et comme le rappelle la pièce de monnaie révolutionnaire de 1792 de l'an I de la Liberté « Les Français unis sont invincibles ». Répétons-le sans cesse, toujours, et affirmons haut et fort : plus de combats isolés !

Bâtissons, unis et rassemblés, comme en mai 2005 cet immense mouvement vers un combat commun, vers un même but : l'affirmation de la souveraineté nationale et populaire. Un seul peuple contre une seule oligarchie. La force du peuple contre la puissance d'argent. La voix du peuple contre les cris sombres des corbeaux de Bruxelles. Voilà le sens de notre lutte nationale, républicaine et démocratique. Exigeons maintenant un nouveau référendum ! Exigeons la rupture avec l'Union de Bruxelles ! Partons à la reconquête de notre république française, de notre patrie sociale et de notre démocratie politique et sociale !

Le peuple est une arme de démocratie massive, le peuple est la voix de l'alternative démocratique, alors, saisissons et réapproprions-nous la politique, reprenons le pouvoir ! Pour la démocratie, la république et la patrie sociale française ! ■

TONNERRE DE PEUPLES !

Par Grégory Gennaro

Dix ans déjà ! Le peuple Français fête sa victoire sur Bruxelles. Le 29 mai 2005, nous disions « Non » à la Constitution européenne. Chaque jour, le nombre de citoyens souhaitant une sortie de la France de l'Union de Bruxelles et de la zone euro s'amplifie.

Si l'oligarchie qui tente de maintenir tant mal que mal son pouvoir illégitime contre la volonté du peuple Français, mais aussi contre celle de nos voisins européens, il n'en demeure pas moins qu'une force populaire, partout en Europe, se lève et impose, à travers cette nouvelle génération de citoyens politisés et coupés de tous les partis, un souffle frais, un vent de liberté, un sursaut salutaire pour défendre nos démocraties, nos souverainetés et réaffirmer nos destins de grands peuples !

Les oligarques pourront toujours nous mépriser, faire abstraction de notre choix, s'opposer à la souveraineté populaire, mais dans ce cas, il faut qu'ils sachent que plus ils nous attaqueront, plus ils nous renforceront dans notre conviction et dans notre lutte, jusqu'à la victoire totale !

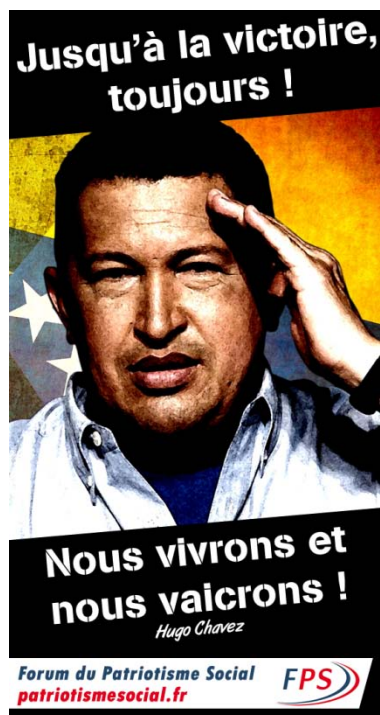
Et les faits sont là ! Ancrés dans nos mémoires pour commémorer les victoires d'hier, et en mouvement pour les mobilisations des victoires de demain, partout les peuples s'affirment avec une force de conviction inébranlable et une volonté de changement dans la rupture avec l'Union de Bruxelles.

En mai 2005, c'était la victoire des peuples Irlandais, Français, et des Pays-Bas lors du référendum sur la Constitution européenne. Il y a quelques mois, c'était la victoire du peuple Grec qui s'émancipait contre la troïka et les puissances d'argent. En France, c'est massivement que le peuple Français n'a pas dénié se déplacer pour participer aux élections européennes de mai 2014, véritable camoufler pour cette authentique mascarade européiste, faisant de cette force populaire le premier parti de France. C'est un magnifique bras d'honneur à toute cette caste couper des réalités des citoyens et de leurs aspirations. Aujourd'hui les peuples Autrichiens et de Grande-Bretagne exigent un référendum sur la sortie de leurs pays de l'Union de Bruxelles. Il y a quelques jours, c'est l'imposante et écrasante percée du mouvement citoyen Podemos en Espagne qui relance la dynamique de rupture avec l'oligarchie et Bruxelles.

Partout, les peuples se réveillent ! C'est le tonnerre des peuples qui s'abat sur l'oligarchie européiste.

Comme en mai 2005, mai 2015 doit être la démonstration de force du peuple Français à se mobiliser, résister et triompher jusqu'à la victoire pour la liberté !

Réaffirmons, ici et aujourd'hui, à quelques jours du 29 mai, qu'il ne peut pas y avoir de souveraineté et d'indépendance sans la liberté comme il ne peut pas y avoir, ni de république française, ni de patrie sociale, sans la Nation !



Les patriotes sociaux doivent s'engager de toutes leurs forces, avec passion, conviction et énergie à libérer notre patrie sociale française des influences agressives étrangères. Nous voulons sortir la France de la tutelle de l'OTAN, de Bruxelles, de l'euro, du FMI, des banques... La liberté, l'indépendance et la souveraineté ne se partagent pas, ne se négocient pas.

Ensemble, soyons, et incarnons ce peuple du 29 mai ! Rassemblons nous pour mener la victoire du peuple !

Souvenons nous de la pièce de monnaie révolutionnaire de 1792 de l'an I de la Liberté « Les Français unis sont invincibles ». Les patriotes sociaux affirment donc haut et fort : plus de combats isolés. Bâtissons comme en mai 2005 cet immense mouvement vers un combat commun, vers un même but : l'affirmation de la souveraineté nationale et populaire. Il y a deux camps : les fédéralistes mondialistes et européistes, soumis à la finance internationale et les peuples souverains et libres.

Dans ce combat, il n'y a plus de droite, il n'y a plus de gauche. Un seul peuple contre une seule oligarchie. Voilà le sens de notre lutte nationale, républicaine et démocratique. Exigeons la rupture avec l'Union de Bruxelles ! Partons à la reconquête de notre république française, de notre patrie sociale et de notre démocratie politique et sociale.

Et en ce printemps de mai, nous porterons, demain, le flambeau d'un nouvel espoir, d'une nouvelle espérance, d'un nouvel horizon !

Jusqu'à la victoire, toujours ! Nous vivrons et nous vaincrons ! ■

VIE DU CLUB

Le FPS vient de lancer il y a quelques jours sa nouvelle campagne de communication. Elle vise à promouvoir les valeurs qui nous anime et qu'entend défendre notre club politique.

Vous pouvez la retrouver en ligne et en intégralité sur notre site internet. Ainsi vous avez la possibilité de télécharger nos documents, de les imprimer, de les partager et les diffuser autour de vous.

Nous mettons à l'honneur à travers cette campagne les personnalités telles que Hugo Chavez, Jean Moulin, Napoléon Bonaparte, Napoléon III, Victor Hugo, Louis Pasteur, Abdel Gamal Nasser, John F. Kennedy, Martin Luther King, Maximilien Robespierre, Antoine de Saint Just, Charles de Gaulle ainsi que Thomas Paine, Ernesto Che Guevara, Julius Evola, Jean Jaurès, V pour Vendetta, Ahmed Chah Massoud, James Freeman Clarke, Jacques Sapir et Salvador Allende.

Le Forum du Patriotisme Social réalisera régulièrement des campagnes dans le même style et dans le même ton. ■

« HORIZON » : UNE EXPRESSION, UNE IDÉE, UN OBJECTIF

Une expression : être un journal d'expression, d'idées et de débats pour les patriotes sociaux.

Une idée : Être un acteur majeur dans l'émergence d'une nouvelle intelligentsia patriote et républicaine. Nous voulons que les citoyens s'engagent, se politisent et s'émancipent !

Un objectif : Il ne peut pas y avoir de souveraineté et d'indépendance sans la liberté comme il ne peut pas y avoir, ni de république française, ni de patrie sociale, sans la Nation ! Nous nous engageons pour libérer notre patrie sociale française des influences agressives étrangères et des communautés agressives. Nous voulons sortir la France de la tutelle de l'OTAN, de Bruxelles, de l'euro, du FMI, des banques... La liberté, l'indépendance et la souveraineté ne se partagent pas, ne se négocient pas.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LANCEMENT DU COLLECTIF « PEUPLE DU 29 MAI »

Les patriotes sociaux rassemblés autour du collectif « Peuple du 29 mai » se mobilisent pour fêter la victoire du « NON » lors du référendum de la Constitution européenne qui avait mobilisé les Français le 29 mai 2005.

Au-delà de l'aspect festif, le collectif « Peuple du 29 mai », appuyé par le Forum du Patriotisme Social, sera un des relais d'information, d'opinion et de communication de ce peuple libre et souverain qui ne souhaite plus se soumettre et se plier aux volontés dictatoriales d'une oligarchie arrogante, agressive et méprisante.

La mobilisation permanente dans l'unité, au-delà des clivages, jusqu'à la victoire, tel est notre mot d'ordre.



Suivez notre actualité sur notre site
peupledu29mai.tumblr.com

La rédaction

Courriel : horizon@patriotismesocial.fr
Site internet : www.patriotismesocial.fr

Directeur de publication : Grégory Gennaro
Tirage : 4000 exemplaires
ISSN en attente. Dépôt légal à parution.

© Tous droits de reproduction réservés. Reproduction, de quelque manière que ce soit, interdite sauf accord écrit préalable de la rédaction. Les articles signés et publiés dans Horizon n'engagent que leurs auteurs.